

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 VALENCE

VALENCE, le 03/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

RODET

Combrune
26140 Anneyron

Références : 20230327-RAP-DAEN0343
Code AIOT : 0006102480

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2023 dans l'établissement RODET implanté Combrune BP 19 26140 Anneyron. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RODET
- Combrune BP 19 26140 Anneyron
- Code AIOT : 0006102480
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RODET produit du mobilier pour les collectivités (restauration, écoles, ...), les hôtels ainsi que des tréteaux métalliques pour les enseignes de bricolage. Elle a été reprise par le groupe FERMOB en 2016.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- produits chimiques et rétentions

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suites sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'actions correctives dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Substances et produits chimiques	Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5	/	Sans objet
5	Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Substances et produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
2	Substances et produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Sans objet
4	Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	/	Sans objet
6	Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de relever les observations suivantes;

- l'exploitant ne dispose pas systématiquement des dernières versions mises à jour des FDS,
- le bac de rétention du BONDERITE C-AK L95 EC 1390KGSA est corrodé et le fond contient des agglomérats de matière,
- l'exploitant a précisé qu'il effectuait régulièrement une vérification de la rétention (fosse) située au niveau de la chaîne de traitement de surface mais aucun justificatif de cette action n'a pu être présenté le jour de la visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Substances et produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'exploitant tient à jour les deux états des stocks distincts suivants: - les peintures poudres, - les autres produits.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Substances et produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, CLP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
Constats : Les étiquetages sont en place sur les bidons et les fûts.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Substances et produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, REACH
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.</p>
<p>Constats : L'inspection des installations classées a choisi dans les deux états des stocks précités les trois produits suivants et a examiné les informations des fiches de données de sécurité (FDS) correspondantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - RENOFORM DMO 5035 (lubrifiant): Mélange - BONDERITE C-AK L95 EC1390KGSA (nettoyant de surfaces métalliques): Mélange - AE03054900520 RAL 9005 JET BLACK (peinture poudre): Mélange <p>La FDS du BONDERITE C-AK L95 EC1390KGSA (fournisseur HENKEL) présentée à l'inspection de installations classées est une version mise à jour en date du 20/03/2018. Suite à la remarque de l'inspection qui, au vu de cette date, a demandé à l'exploitant s'il s'agissait de la dernière version, celui-ci a présenté une nouvelle FDS révisée le 06/05/2022.</p> <p>L'exploitant s'assurera sous un mois qu'il dispose bien des dernières versions des FDS. A noter que le fabricant des produits (fournisseur de la FDS) doit transmettre à ses clients les dernières version des FDS.</p> <p>Les conditions de stockage et les moyens de lutte contre l'incendie mentionnés sur les FDS sont conformes.</p> <p>Les employés ont accès aux FDS qui sont archivées dans un bureau. Un opérateur a été interrogé par l'inspection des installations classées, il connaissait le lieu de stockage des FDS.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Capacités de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">– dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;– dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;– dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses respectent également ces prescriptions.
Constats : L'exploitant a calculé pour chaque rétention en fonction du type de produit stocké la quantité maximale de produits susceptibles d'être stockée. Cette information est indiquée (en nombre de bidons ou de fûts) sur une fiche fixée sur la rétention. L'inspection des installations classées a vérifié par sondage le nombre de bidons présents sur les rétentions et celui-ci était inférieur au nombre mentionné sur la fiche précitée. Aucune livraison en vrac n'est réalisée sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien de la rétention et gestion des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.</p> <p>Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]. A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.</p>
<p>Constats : Le bac de rétention du BONDERITE C-AK L95 EC 1390KGSA est corrodé et le fond contient des agglomérats de matière.</p> <p>L'exploitant justifiera avec des éléments probants sous un mois à l'inspection des installations classées que le bac de rétention du BONDERITE C-AK L95 EC 1390KGSA est étanche et un nettoyage de cette rétention devra être effectué.</p> <p>L'exploitant a précisé qu'il effectuait régulièrement une vérification de la rétention (fosse) située au niveau de la chaîne de traitement de surface mais aucun justificatif de cette action n'a pu être présenté le jour de la visite.</p> <p>L'exploitant justifiera avec des éléments probants sous un mois à l'inspection des installations classées que la rétention (fosse) située au niveau de la chaîne de traitement de surface est en bon état et étanche.</p> <p>Les stockages sont positionnés à l'abri dans les bâtiments.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III
Thème(s) : Risques chroniques, Produits incompatibles et réservoirs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage</p>
<p>Constats : Les produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Aucun réservoir n'est utilisé sur le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet